

LE DISPOSITIF SOCIOTECHNIQUE PRESIMETRE.BF : ENTRE ALTERNATIVE AU DÉBAT PUBLIC ET INSTRUMENT DE VISIBILITÉ

Lacina KABORE

IPERMIC, Université Joseph KI-ZERBO (Ouagadougou)
lacinakabore@gmail.com

Résumé

Ce travail vise à montrer, au-delà de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 au Burkina Faso, la contribution du dispositif *présimètre* à l'imputabilité politique. Il a également pour objectif de cerner les effets des actions de redevabilité menées, via la plateforme, sur la démocratie et la société burkinabè. Nos résultats montrent la contribution de la plateforme à l'élargissement des espaces de débats et à l'ancrage du journalisme dit citoyen au Burkina Faso. En outre, ce dispositif sociotechnique constitue un cadre de déploiement d'une communication d'accompagnement pour la visibilité des actions terrain des partenaires.

Mots-clés : dispositif sociotechnique, redevabilité, journalisme citoyen.

Abstract

This study aims to show, beyond the popular uprising of 30 and 31 October, 2014 in Burkina Faso, the contribution of the *présimètre* device to political accountability. It also aims to identify the effects of the carried out actions of accountability, via the platform, about democracy and Burkinabè society. Our results show the platform's contribution to the widening of the spaces for debate and to the anchorage of citizen journalism in Burkina Faso. Moreover, this socio-technical device constitutes a framework for the deployment of an accompanying communication for the visibility of partners' actions in the field.

Key words: socio-technical device, accountability, citizen journalism.

Introduction

L'analyse des signes circulant à la surface des interfaces des réseaux socio-numériques permet de montrer comment ces outils portent des

médiations spécifiques, qui viennent s'enchâsser aux médias traditionnels, soit en réactivant des pratiques soit en les déplaçant (A. Degand et B. Grevisse, 2012, p.134). À l'ère du journalisme *participatif* (A. Aubert, 2009, p. 42), la contribution des réseaux socio-numériques à l'incubation et à l'avènement des « Révolutions » est une problématique qui a accompagné le traitement des mouvements sociaux dans le monde arabe (depuis la fin de l'année 2010) et en Afrique subsaharienne (à partir de 2014).

Au Burkina Faso, dans ses rapports publics 2007, 2010 et 2012, le régulateur des médias (Le Conseil supérieur de la communication, CSC) fait le constat toujours d'actualité du déficit de débats sur les antennes de la télévision nationale (La RTB-Télévision). En 2007, le constat de l'instance de régulation (CSC, 2008, p. 35-36) était le suivant : parmi les difficultés auxquelles sont confrontés les médias publics dans leur fonctionnement, il faut retenir « une certaine timidité et même souvent une absence regrettable de débats démocratiques contradictoires ». En outre, « les médias publics doivent être constamment le reflet de la diversité nationale en organisant des débats contradictoires s'ils ne veulent pas passer à côté de leurs missions ». S'il est indéniable qu'ils ont gagné en qualité et en maturité, souligne le CSC, « ils devraient se montrer plus courageux dans la recherche du pluralisme et de l'équilibre de l'information, malgré les difficultés parfois indépendantes de leur volonté qui entravent le respect de ce principe républicain ». En 2010, l'institution (CSC, 2011, p. 53) notait que la « Télévision nationale a fait une place aux émissions de débats, cadre d'expression des opinions plurielles », toutefois, « il reste encore des efforts à consentir afin de donner des temps de parole aux partis d'opposition ». En 2012, l'autorité de régulation (CSC, 2013, p. 88), notait que « la RTB consacrait peu d'espace aux débats sur la vie politique ». Pour pallier cette insuffisance, l'institution envisageait l'organisation en collaboration avec le ministère en charge de la Communication, « de débats périodiques sur les sujets politiques majeurs, relatifs aux problèmes de société, à la gouvernance et au développement ».

Cette carence de débats est toujours d'actualité au Burkina Faso où le mouvement social des 30 et 31 octobre 2014 a occasionné la chute de

l'ancien président Blaise Compaoré au pouvoir depuis 27 ans (M. W. Batenga, 2015, p. 5) et où les élections couplées présidentielle et législatives du 29 novembre 2015 et le double scrutin présidentielle et législatives du 22 novembre 2020 ont légitimé un nouveau pouvoir. Il a conduit à l'émergence de nouveaux pôles d'expression dans l'espace public (S. T. Balima, 2012, p. 1) et à l'éclosion d'un espace public numérique comprenant quatre fragments majeurs : les forums d'internautes, les réseaux socio-numériques, les blogs et les plateformes interactives (le *presimètre.bf* en l'occurrence). « Ces technologies dans leur expression ont offert de nouveaux espaces d'expression et de dialogue qui impactent sur les modes opératoires des acteurs publics et des citoyens » (S.T. Balima, 2014, p. 6). C'est dans ce contexte qu'a été lancé le dispositif sociotechnique *presimètre* en réaction au déficit de contrôle citoyen de l'action des gouvernants. En plus de quatre années de fonctionnement, cette plateforme est-elle devenue un véritable espace public numérique ou un *AgoraVox* (L. Barbe, 2006, p.51 et C. Revelli, 2008, p.74) burkinabè ? S'agit-il aujourd'hui d'un véritable média citoyen de redevabilité politique et de transformations sociales ou d'un instrument de marketing ?

Au-delà du discours idéologique sur les TIC, cette réflexion vise à montrer la contribution du dispositif *presimètre.bf* à l'imputabilité politique et à cerner les effets des actions de redevabilité, menées via cette plateforme sur la société burkinabè. Le sujet à traiter est pluridimensionnel. Il mobilise des questions relatives à l'espace public médiatique et numérique, à l'imputabilité et au *fact-checking* (Vérification des faits, consolidation du recoupement de l'information en journalisme). En d'autres termes, il a des dimensions analytique, participative, technologique et sociale. En termes de positionnement, le problème à résoudre est à cheval entre le journalisme, le journalisme citoyen, la communication pour le changement de comportement et la communication d'intérêt public. Nous avons choisi de le traiter sous l'angle du journalisme et du journalisme citoyen, la communication de changement de comportement étant périphérique. De ces dimensions et de ce positionnement du problème découle l'hypothèse de travail suivante

: la plateforme sociotechnique *presimètre* a contribué à l’ancrage d’une culture de la redevabilité au Burkina Faso tout en constituant un outil de communication d’accompagnement de la société civile.

Du point de vue de l’ancrage théorique du travail, nous avons mobilisé les notions de société civile (S. Khilnani, 2001, p. 39), de politiques publiques (P. Lascoumes et P. Le Galès, 2018, p.7) et la théorie de la fonction d'agenda (D. Bregman, 1989, p. 194).

En termes d’approche méthodologique, notre démarche est, pour l’essentiel, qualitative. Dans l’enquête de perception menée, nous avons interviewé les parties prenantes de la plateforme à l’aide de trois guides d’entretien adressés au chargé de programme de l’ONG porteuse de la plateforme, au webmaster du site, à deux journalistes (L’un est chargé d’animer l’émission *Dialogue citoyen* sur la chaîne publique de télévision au Burkina, la RTB-Télévision, l’autre est en charge de la conduite de l’émission *Chrono citoyen* sur une chaîne de télévision privée de Ouagadougou, 3TV) et à un activiste de la société civile sanitaire ayant participé à l’émission *Chrono Citoyen*). Nous avons consolidé notre démarche méthodologique à travers une immersion dans la plateforme *présimètre.bf* et une recherche documentaire.

1. La notion de dispositif sociotechnique

Plusieurs notions gravitent autour de la notion de dispositif sociotechnique. Il s’agit, entre autres, de l’infomédiation, de la participation, de la démocratie 2.0 et du journalisme.

Selon F. Rebillard et N. Smyrniaios (2019, p. 248) le phénomène des dispositifs sociotechniques ou des plateformes renvoie à la production et à la diffusion de l’information en ligne dont la dernière évolution se caractérise par un basculement de la consommation vers des terminaux mobiles et par une circulation privilégiée vers les réseaux socio numériques. Fréquemment qualifié de « plateformisation », le phénomène constitue selon les auteurs, une accentuation du processus d’« infomédiation » sous le prisme de l’économie politique de la communication, du discours médiatique et la technosémiotique. Ces

dernières années, plusieurs travaux et réflexions sur le sujet ont conduit à l'émergence d'un ensemble se dénommant *platform studies* : « on retrouve dans ce type d'analyse, un intérêt à étudier les dimensions à la fois sociales, économiques et éditoriales des phénomènes communicationnels, avec toutefois une attention plus forte vis-à-vis des dimensions proprement techniques » (F. Rebillard et N. Smyrnaio, 2019, p. 261).

La notion de participation, pour E. Broudoux (2014, p.1) a été systématiquement mise en avant par les discours accompagnant l'essor des plateformes web 2.0 ouvertes à tous et destinées à recueillir le partage des apports des usagers en ligne. Dans l'échange de connaissances se produisant dans les plateformes éditoriales dites « participatives », l'auteur distingue les activités de participation, de coopération et de collaboration : « alors que la coopération est conditionnée par une hiérarchie dans les activités et la non remise en cause des objectifs communs, l'activité de collaboration suppose la possibilité de discuter des règles » (Op. Cit.).

« La démocratie délibérative suppose que les citoyens échangent, sur une base d'égalité, des arguments rationnels qui débouchent sur l'élaboration d'une position commune » (Flichy, 2010, p. 618). Sur Internet l'échange argumenté est loin d'être toujours la règle, mais au-delà de ces critiques, souligne P. Flichy, en contexte de démocratie 2.0, « Internet est le plus souvent utilisé comme un dispositif complémentaire d'un débat qui avait été organisé dans un autre cadre » (Op. cit. p. 619). Ce n'est donc pas dans « ces dispositifs délibératifs que la démocratie en ligne se développe principalement. L'expression du citoyen ne passe pas toujours par le débat public organisé. Elle se manifeste plutôt dans des espaces multiples et selon des modes les plus variés (Ibid.).

Brigitte Sebbah et al. (2020, p.7) observent une symbiose et une dépendance entre le journalisme et les plateformes. Citant Cardon et Bucher, les auteurs précisent qu'il s'agit d'« infrastructure qui organise une forme d'architecture de la visibilité » (Ibid.). Face à ces plateformes, le rôle et la légitimité des journalistes sont à réinterroger. Ils exercent désormais dans un espace en mutation où leurs productions côtoient celles des

communicants et des amateurs, et où leur hiérarchisation de l'information est confrontée à celle que génèrent les algorithmes. Ils se voient ainsi « dans l'obligation de modifier leurs pratiques et leurs modes de travail » (Siméant, 1992, p. 40) et doivent composer avec une double contrainte : celle de l'oscillation entre « logique industrielle et marchande d'un côté et logique citoyenne de l'autre » et celle de l'écartèlement entre « l'obligation de respecter des impératifs de vente, d'audience, et le souci d'assurer au mieux l'autonomie de leur pensée » (Rieffel, 2008, p.103).

2. Présentation de la plateforme *presimetre.bf*

En matière de démocratie, la redevabilité est importante dans la mesure où les dirigeants ont le devoir de nous rendre compte. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont un outil de suivi à distance de l'exécution des activités.

La plateforme *presimetre.bf* découle du Programme de renforcement de la redevabilité politique et économique et du monitoring citoyen des politiques publiques à travers les TIC, un programme d'une ONG internationale basée au Burkina Faso⁵⁰. Elle a pour objectif d'évaluer les engagements du président du Faso (85 engagements pris dans 8 thématiques)⁵¹.

⁵⁰L'ONG Diakonia est une ONG suédoise créée en 1966 avec un champ d'action axé sur les droits humains, la démocratie et l'égalité des chances, la justice sociale et économique et les questions de paix. L'ONG est au Burkina Faso il y a un peu plus de trente ans. Elle a fonctionné durant ces trois décennies avec une équipe qui a grandi avec le temps pour aboutir aujourd'hui à une trentaine de staffs qui assurent la gestion de six (6) programmes dont le *présimètre*.

⁵¹Au sortir des élections couplées présidentielle et législatives du 29 novembre 2015, les acteurs que l'ONG accompagne ont souhaité voir l'initiative se poursuivre au-delà des élections : les candidats ont proposé des projets de société et il était pertinent d'assurer le suivi de leur mise en œuvre après le scrutin. Autour de la CODEL, l'ONG et ses partenaires se sont dit qu'après les élections, ce n'est pas fini. C'est pourquoi, les réflexions de l'ONG et de ses partenaires ont abouti et ont pris corps avec le *présimètre*. Au tour de la CODEL, nous avons mobilisé quinze OSC pour le suivi des engagements du président. L'objectif général du programme étant de consolider cette culture démocratique et institutionnaliser un suivi citoyen de l'action publique à travers les TIC. L'ambition du programme est d'influencer tout ce qui est politiques publiques prioritaires inscrit dans le projet de société du président. Les bailleurs de fonds sont la Suède, l'Union européenne et

Il y a beaucoup plus d'engagements mais nous nous suivons 85 (Il ne fallait pas être trop gourmand) : à l'issue d'un sondage, les thématiques qui intéressaient le plus les populations sont : la santé, l'éducation, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la formation des jeunes, les droits de la femme, la défense et la sécurité, l'environnement. (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

Les responsabilités éditoriales de la plateforme sont assumées par l'équipe du *presimetre.bf* constituée d'environ quatre personnes. En termes de modèle économique, la plateforme reçoit un financement des partenaires techniques et financiers dans le cadre du travail de l'ONG porteuse du projet. En interne, l'équipe chargée de la mise à jour du site s'occupe de la maintenance et de l'hébergement. Les aspects techniques sont du ressort du webmaster de la plateforme.

Le site web compte plusieurs éléments. Le premier élément, c'est de pouvoir assurer le suivi des réalisations des différents engagements (85 dans 8 domaines thématiques). L'équipe chargée de la gestion du site compte une personne chargée du suivi et de l'analyse de l'exécution de ces différents engagements. Elle reçoit l'information à travers les rapports qui lui parviennent des différentes institutions, à travers le suivi qu'elle effectue sur le terrain, ou des remontées d'information de plusieurs sources,

de telle sorte que l'information que nous diffusons sur les différentes sources soit une information objective, vérifiée et vérifiable. Nous tenons beaucoup à l'objectivité de l'information que nous diffusons, il y va de notre crédibilité. En termes de suivi de ces engagements sur le site, on voit le pourcentage de ce qui a été fait et ce qui n'a pas encore été fait (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

Le deuxième élément, c'est l'émission *Dialogue citoyen*, une émission interactive de redevabilité diffusée sur la RTB-télévision (La chaîne publique du Burkina Faso) dont les acteurs sont : le journaliste animateur, un membre du gouvernement, des modérateurs et les téléspectateurs. Le membre du gouvernement invité rend compte de son action. A l'issue de

la Suisse. Le mandat du président étant arrivé à terme le 31 décembre 2020, logiquement le programme est arrivé à terme. Et nous négocions pour une deuxième phase sur les nouveaux engagements de l'après élections de 2020.

l'émission, la vidéo de l'émission est mise en ligne pour ceux qui n'étaient pas à l'écoute ou qui souhaitent la revoir. La plateforme s'appuie également sur une seconde émission de débat, *Chrono citoyen* au format similaire mais beaucoup plus interactive. Trois numéros ont été produits en décembre 2020 sur la santé, l'éducation et l'agriculture et diffusés sur trois chaînes locales de télévisions privées (3TV, BF1, Burkina Info). C'est une émission interactive en direct visant une participation des citoyens à travers des questions :

Dans ce contexte de pandémie de la COVID-19, cette émission a été initiée à l'approche de la campagne électorale 2021. Dialogue Citoyen vise à évaluer les engagements. Pour éviter de sombrer dans la communication gouvernementale, l'émission interactive Chrono Citoyen a été organisée avec des chaînes privées a été organisée pour traiter des préoccupations du moment sans aller dans l'action d'évaluation des actions du ministère » (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

Un troisième élément du site est une fenêtre sur les partenaires, « Espace partenaires ». C'est une opportunité de visibilité pour le partenaire. Elle vise à faire mieux connaître le partenaire d'exécution sur le terrain et permet au porteur de la plateforme de connaître ses partenaires.

Cet espace permet aux 15 partenaires de s'identifier et d'avoir une visibilité sur les actions terrain de mise en œuvre dans le cadre du programme : CODEL, ABB, Free Afrik, UNALFA, CGD, GERDDES, CNPNZ, Balai Citoyen, RENLAC, UNALFA, Semfilms, AMR. C'est un accompagnement, voir ces organisations grandir pour ne plus avoir besoin de Diakonia plus tard. C'est la stratégie du faire faire (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

Quatrième élément, « Les publications d'ordre général » et « La Note conjoncturelle ». « La Note conjoncturelle » est une analyse faite en interne sur la situation nationale. Elle est ouverte et donne la latitude à l'expert nanti d'idées de faire des publications à travers une chronique. Elle reçoit tous les projets de chronique et les publie lorsqu'ils respectent un minimum de déontologie. En ce qui concerne « Les publications d'ordre général », elles portent sur tout ce qui concerne le programme et l'ONG porteuse. Elle comprend également les publications des différents

documents, des annonces, des rapports (avec une méthodologie qui attestent de la réalité des faits) :

en lien avec l'actualité nous essayons d'interpeler l'autorité, de reconnaître les acquis engrangés et faire de suggestion pour l'amélioration de ce qui est mis en œuvre. L'idée c'est que ce sont les citoyens qui postent des commentaires, posent des questions et participent aux différents sondages qu'on serait amené à faire (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

« L'inscription des utilisateurs » constitue un cinquième élément. Elle a vocation à permettre aux citoyens d'avoir une participation active. En s'inscrivant sur la plateforme, l'identité des uns et de l'autre reste préservé, des clauses de confidentialité sont respectées en conformité avec la législation nationale sur la protection des données à caractère personnel.

Dans l'environnement du site, se situent les réseaux socio-numériques (Facebook, Twitter, Instagram). Leur agrégation au site vise à créer un écosystème pour rendre plus holistique la participation de citoyens.

La plateforme ne dispose pas de charte, elle s'appuie sur une modération et des mentions légales :

Tout ce qui est publié est validé avant. Il y a un accès administrateur (Tenu pas le Webmaster) pour le suivi des engagements. Il y a des droits de publication que nous gérons en interne. Dans la modération surtout dans les émissions où les uns et les autres peuvent poser des questions. Elle consiste à lire au cours de l'émission et voir les questions les plus pertinentes. L'idée c'est que toutes les questions aient des réponses. Il y a une modération a priori pour éviter les dérives. On tient à avoir une certaine objectivité, un certain sérieux. On peut faire une interpellation virulente en restant dans la courtoisie. Les questions du public (même en style sms) ne sont pas modifiées par soucis de transparence et d'authenticité » (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

La plateforme pratique par ailleurs le *fact-checking* (Le recoupement des informations) en vue de contrer les *fake news* (Les infoxs). Le *fact-*

checking est une pratique développée ces dernières années par l'équipe du *présimètre* :

elle a été mise en œuvre lors de l'émission Dialogue citoyen pour rester objectif et crédible. Nous exploitons les informations issues des rapports officiels des institutions. Nous allons nous-mêmes sur le terrain pour vérifier certaines informations qui nous parviennent et nous rencontrons toujours les autorités locales pour faire le croisement ensemble. Troisièmement nous avons des partenaires et des relais locaux qui peuvent nous remonter l'information. Ces trois éléments nous permettent d'avoir une vision objective. A travers les publications que nous faisons, nous prenons toujours le soin de citer ces sources. Ce qui nous conforte dans notre objectivité c'est que nous sommes cités aussi bien par l'opposition que par la majorité » (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

En termes de statistiques, à la date de fin décembre 2020, l'équipe du *présimètre* annonçait plus de 2000 inscrits sur la plateforme, 35 000 inscrits sur les réseaux socio-numériques, 12 000 visiteurs, et 30 000 pages qui ont été vues.

3. Dialogue citoyen et Chrono Citoyen, prolongements du *présimètre*

Dans le cadre de son prolongement interactif, la plateforme *présimètre* a organisé et diffusé jusqu'en décembre 2020 deux émissions de débats télévisés (*Dialogue citoyen* sur la chaîne publique et télévision et *Chrono Citoyen* diffusée sur des chaînes privées de télévision).

Dialogue citoyen est une émission de redevabilité qui invite les gouvernants en vue de suivre les engagements pris par le Président du Faso (Le chef de l'Etat au Burkina Faso) en sa qualité de candidat à la présidentielle de 2015. Elle n'invite que les acteurs qui entrent directement dans la mise en œuvre de ces engagements à savoir les membres du gouvernement :

« nous invitons un ministre et nous évaluons la mise en œuvre des engagements du président dans son secteur au profit des populations. Nous lui demandons où il en ait avec ce programme ; si la mise en œuvre est effective, quelle est la qualité de cette mise en œuvre. L'option qu'on a eu, c'est de dire que ce sont les citoyens qui doivent demander des

comptes parce que ce sont eux qui les ont votés. Ce sont les citoyens qui font l'émission. Les citoyens sont les journalistes d'un soir. Nous invitons certains en plateau qui échangent avec le ministre invité. Ensuite nous avons le téléphone. Quelqu'un peut être à Banfora, à Fada et interpellier le ministre directement. Sur la plateforme présimètre les téléspectateurs peuvent poster des questions, mais nous les relayons là aussi en direct ». (L'un des journalistes – animateurs de l'émission, décembre 2020).

Il s'agit en réalité d'un suivi citoyen des engagements du Président du Faso à travers les médias, les médias étant ici la RTB-Télé. Les animateurs du dispositif facilitent ce cadre. Ils constituent des intermédiaires entre les gouvernants et les citoyens, pour promouvoir cette interactivité et cette redevabilité.

Tableau N°1 : description comparée des émissions Dialogue Citoyen et Chrono Citoyen

	L'émission <i>Dialogue citoyen</i>	L'émission <i>Chrono citoyen</i>
Le projet éditorial	-Renforcer la redevabilité politique et économique et le monitoring citoyen des politiques publiques à travers les TIC -Objectif de départ : amener le citoyen à demander des comptes aux décideurs	Format similaire mais plus interactif. Emission interactive en direct visant une participation des citoyens via des questions
La préparation	Elle est confiée à une équipe de sept (7) personnes chargées notamment de la coordination, des questions, du téléphone, de la gestion du standard, de la plateforme, du <i>fact-checking</i> , de l'évaluation de l'émission.	Une équipe de 4 personnes est chargée du choix des invités, de la logistique, de la rédaction des papiers, de la mise à jour de la plateforme.
La conduite de l'émission	-Un journaliste est en contact avec l'animateur via une oreillette. -Il l'informe en temps réel et l'alerte sur les propos du ministre invité. -Chaque paneliste en plateau	-Les questions sont destinées au ministre invité -L'animateur travaille à trouver un équilibre de table ronde. -Des VTR (Vidéos, reportages) sont diffusés au cours de

	a dix minutes de temps de parole -La qualité des débats dépend de la qualité du ministre invité.	l'émission à titre illustratif
--	---	--------------------------------

Source : Kaboré, décembre 2020, données du terrain

4. Le *présimètre*, catalyser le suivi citoyen pour le changement social

En termes d'enseignements à tirer à l'issue de plusieurs années de fonctionnement de la plateforme *présimètre*, l'on retiendra que :

- les porteurs de l'initiative auraient souhaité avoir l'avis de citoyens sur les questions posées sur la plateforme ;
- la problématique de la méthodologie d'évaluation des engagements du chef de l'Etat est à affiner : « comment évaluer lorsque la réalité à évaluer est versatile ? À titre d'illustration, par rapport à la promesse du président candidat, il y avait un nombre d'écoles sous paillote à supprimer ». Mais *« au fur et à mesure que le gouvernement faisait des efforts pour en finir avec le phénomène, de nouvelles écoles sous paillotes qui se sont créées à la lumière du besoin sur le terrain »* (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020) ;
- à dimension interactive de l'émission Dialogue Citoyen apporte une valeur ajoutée : *« le débat est également dynamique au niveau de l'accompagnement de l'Association des bloggeurs du Burkina qui publie des posts pendant que l'émission se déroule »* ;
- il y a un décalage entre mobilisation en ligne et mobilisation sur le terrain qui freine la contribution de la plateforme à la redevabilité : *« il est plus facile d'écrire un message sur Facebook et Twitter alors que sur le terrain, il faut plus d'investissements et d'engagement »*. En outre *« l'anonymat sur Internet fait qu'il est plus facile d'interpeller un ministre en ligne que d'aller l'interpeller à son bureau »*.
- les questions de redevabilité commencent à entrer dans les mœurs et dans le contexte : *« des mairies organisent des cadres de redevabilité. Cela permet de sensibiliser le citoyen à la participation »*

et à la gouvernance dans certaines localités où les gens n'en n'avaient jamais entendu parler ».

- L'émission pourrait ainsi être une alternative crédible au manque de débats dans les médias classiques burkinabè à condition de l'institutionnaliser : *« c'est une forme d'émission à explorer et qui peut impacter à l'image des émissions interactives sur les radios FM. Ces émissions ont rendu d'immenses services en dépit de leurs lacunes ».*

La contribution des actions de redevabilité aux transformations de la démocratie et de la société est une problématique complexe. C'est un effort permanent à consentir dans la mesure où sur le terrain des efforts sont consentis mais les défis demeurent en raison du décalage permanent entre les engagements de départ du président candidat et l'ondoyance du terrain.

En outre, les notions de changement et de transformation sociales sont, dans bien des cas, incomprises du citoyen et des populations. Pour certains, dans le suivi de la construction des infrastructures (Lycées scientifiques par exemple), la pose de la première pierre de l'édifice est suffisante pour sa prise en compte dans les statistiques officielles de réalisation des infrastructures. En revanche, pour les porteurs de la plateforme, en raison des nombreuses difficultés dans l'achèvement des écoles, ces infrastructures sont réalisées si et seulement si les chantiers arrivent à leur terme.

Les émissions de débats (*Dialogue citoyen* et *Chrono citoyen*) ont contribué à l'amélioration de la compréhension citoyenne des insuffisances à corriger sur le terrain du développement et de la démocratie. De l'avis des acteurs interviewés, les débats initiés ont conduit les acteurs à des réactions concrètes qui ont amélioré les choses. A leurs yeux, le suivi citoyen a permis à l'autorité politique de se remettre en cause et d'améliorer son quotidien. En outre, ces émissions ont permis à des ministres interpellés en direct d'effectuer des sorties sur le terrain en compagnie de leurs techniciens pour constater de visu les situations dénoncées par le citoyen. Mais le point de départ de l'interpellation a été un citoyen. Dans le même ordre d'idées, le citoyen a obtenu, dans bien de

cas, une meilleure compréhension des situations dénoncées à l'issue des éclairages apportés par l'autorité invitée au débat. Cela montre que tous les problèmes ne sont pas insurmontables, il s'agit quelque fois de problèmes de communication. Lorsqu'on observe des ministres interpellés qui pensent qu'il faut apporter le maximum de communication et d'éclairage au citoyen, cela procure le sentiment d'avoir contribué à faire bouger les lignes.

Finalement, pour les porteurs de la plateforme *présimètre*, au bout de plusieurs années, ces petites lignes qui bougent à gauche et à droite constituent en réalité le changement. Il n'est pas nécessairement immédiat, radical ou cataclysmique. Les témoignages suivants ne disent pas autre chose :

« Les retours nous montrent qu'en termes de fréquentation du site, les chiffres sont relativement bons. Suite à la diffusion de certaines émissions, les ministres sont allés sur le terrain, les questions de redevabilité commencent à entrer dans les mœurs. Les cadres de redevabilité des collectivités territoriales permettent de sensibiliser le citoyen à la participation et à la gouvernance, dans certaines localités, les gens n'en n'ont jamais entendu parler. Il ne sert à rien de discuter autour du thé sans chiffres tangibles. L'exercice de la redevabilité s'ancre progressivement sans le contexte. » (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

Par ailleurs,

« il est évident que Dialogue Citoyen tout seul ne pourra pas tout changer. Au moins on a une culture de la redevabilité. On met dans la tête du citoyen qu'il peut interpellier le ministre et que le ministre dans son essence n'est qu'un serviteur et qu'il est à son service. Nous avons la certitude qu'on a pu leur inculquer qu'ils peuvent suivre l'action du gouvernement et qu'ils peuvent demander des comptes au ministre. Au début c'était difficile d'avoir des appels, mais vers la fin ça a évolué, on se bousculait. Après ce sont les ministres qui m'appelaient pour demander à passer à l'émission. Ils préfèrent cette émission parce qu'ils estiment que c'est une tribune qui leur permet d'exposer ce qu'ils réalisent sur le terrain. Et on n'en demandait pas mieux. C'est valable pour le plateau et la plateforme ». (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

Un autre enseignement qui mérite d’être discuté est celui de la redevabilité otage du décalage entre mobilisation en ligne et engagement sur le terrain. Les porteurs de la plateforme révèlent que sur certaines thématiques d’intérêt national, la principale difficulté est celle de la disponibilité des autorités souhaitant en débattre. Sur une question environnementale relative à une forêt classée à Bobo-Dioulasso (La forêt de Pua, située aux encablures de la capitale économique du Burkina Faso), certains responsables ont trouvé des prétextes pour ne pas être disponibles à un débat dédié. C’est une thématique qui a connu une grande mobilisation en ligne mais qui ne correspondait pas à la mobilisation sur le terrain.

Finalement il faut entrevoir deux aspects dans cet écart entre mobilisation citoyenne en ligne et mobilisation de redevabilité sur le terrain. Il est plus aisé de prendre position en ligne. Par contre, il est plus difficile d’être en face d’un auditoire à convaincre pour avoir une adhésion. Le terrain exige plus d’efforts et de ressources qu’en ligne. Le terrain nécessite beaucoup plus d’investissement et d’engagement. Il y a également des disparités, dans l’arrière-pays les populations sont plus investies dans l’interpellation locale mais ne vont pas sur le terrain. En réalité, il est plus simple d’être actif en ligne, mais le plus difficile c’est le travail sur le terrain. Les deux volets doivent aller de pair. Il faut concilier le virtuel et le terrain.

Tableau N°2 : Emissions (Dialogue citoyen et Chrono Citoyen) ayant modifié l’agenda du gouvernement

Interpellation	Effets sur l’agenda des décideurs
En juin 2020, Boureima Yambré un téléspectateur de la ville burkinabè de Ouargaye (Koulpelogo) a interpellé le ministre en charge des infrastructures au cours de l’émission <i>Dialogue Citoyen</i> sur l’état de dégradation d’un pont à Ouargaye, un an après la réalisation des travaux : l’eau de ruissèlement creusait les accotements de la route bitumée dans la mesure où les caniveaux n’ont	Le 28 août 2020 le ministre a effectué une sortie terrain à Ouargaye pour constater de visu l’état de dégradation de l’ouvrage. Il a affirmé aux populations que sa sortie terrain fait suite à l’intervention de Yambré au cours de l’émission <i>Dialogue Citoyen</i> . Il a également réaffirmé son mécontentement.

pas été couverts.	
Le 13 novembre 2018, d'Ouargaye dans le Koulpelogo, le téléspectateur Boureima Yambré a interpellé le ministre en charge de la Fonction publique au cours de l'émission <i>Dialogue Citoyen</i> . Objet de l'interpellation : le traitement des agents de la Fonction publique dans le cadre de la remise à plat des salaires.	Au cours de l'émission, le Ministre a demandé en direct à l'intéressé à prendre part pendant deux semaines dans la ville de Koudougou à un Atelier du Comité technique travaillant sur les salaires et les indemnités.
Le 13 novembre 2018, de Bérégadougou dans la Comoé (Ouest du Burkina Faso), la téléspectatrice Tantie Rebecca a interpellé le ministre en charge de la Fonction publique au cours de l'émission <i>Dialogue Citoyen</i> sur la correction par les machines des concours de la Fonction publique et les retards dans la proclamation des résultats.	Le ministre l'a invité à Ouagadougou où il l'a reçu et lui a fourni des éléments de preuve sur le processus d'exécution des concours.
Le 26 mai 2020, M. Ouattara, un citoyen de la ville de Banfora (Comoé) a interpellé le ministre en charge de l'Energie au cours de l'émission <i>Dialogue Citoyen</i> sur les installations électriques faites depuis plus d'une année dans la localité (Des poteaux électriques abandonnés depuis 6 mois).	Deux (2) jours plus tard les travaux ont repris et le chantier a avancé.
Le 18 octobre 2020, sur le plateau de l'émission <i>Chrono Citoyen</i> Sondé Guillaume SANOU (Ex-chargé de communication SP/Conseil national de lutte contre le sida) a évoqué le manque de moyens pour la communication sociale et la sensibilisation dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.	La ministre a demandé M. Sanou de passer au bureau pour des échanges.
Dans le numéro de <i>Chrono Citoyen</i> consacré à la maladie à corona virus, il y avait des d'inquiétudes soulevées et le ministre en charge de l'Education	Témoignage de l'animateur : « <i>Fait curieux, les appels venaient des quatre coins du Burkina et de la Côte d'Ivoire. Oui, il y a eu impact. Ce sont des</i>

nationale a marqué son étonnement face au témoignage.	<i>émissions demandées, parce qu'elles permettent à l'autorité de répondre directement aux téléspectateurs ».</i>
Témoignage de l'animateur de l'émission <i>Dialogue citoyen</i> : « <i>Ce n'est pas tous les jours que des apprentis journalistes viennent s'exercer et titiller les autorités. Par moment il faut intervenir pour dire attention, ce n'est pas comme ça que ça se passe. Dans l'ensemble je crois que ça a fait bouger les lignes</i> ».	Témoignage de l'animateur : « <i>Nous tenons l'émission mardi, et le mercredi avant le début du Conseil des ministres, il y a un débriefing à leur niveau (Les ministres). C'est pour montrer comment les autorités prenaient au sérieux l'émission. Le président du Faso ne rate pas cette émission. S'il n'a pas suivi, il se fera faire une copie. Ce sont des retours que j'ai. C'est peut-être lié aux contenus des émissions</i> ».

Source: Kaboré, décembre 2020, données du terrain

5. Un espace de redevabilité, de visibilité et de captation audience

A travers sa rubrique, « Espace partenaire », la plateforme *présimètre* offre une plage de visibilité grand public à ses partenaires d'exécution sur le terrain. La seconde dimension de l'offre est l'opportunité qu'elle octroie à ses propres porteurs de connaître davantage ses partenaires.

Cet espace permet aux 15 partenaires de s'identifier et d'avoir une visibilité sur les actions terrain de mise en œuvre dans le cadre du programme : CODEL, ABB, Free Afrik, UNALFA, CGD, GERDDES, CNPNZ, Balai Citoyen, RENLAC, UNALFA, Semfilms, AMR. C'est un accompagnement, voir ces organisations grandir pour ne plus avoir besoin de Diakonia plus tard. C'est la stratégie du faire faire (Un responsable de la gestion de la plateforme, Décembre 2020).

L'ambition de la plateforme à moyen et long terme est de poursuivre l'initiative dans les cinq (5) prochaines années. Il s'agira de travailler à constituer une plateforme de référence en matière de redevabilité et de suivi citoyen au Burkina Faso. Dans cette optique, il s'agira de poursuivre la sensibilisation dans les régions reculées en vue de s'ériger en véritable levier d'amélioration des conditions de vie des populations.

En outre, la plateforme contribue via l'émission *Dialogue citoyen* à créer et à consolider l'audience des chaînes de télévision partenaires chargées de diffuser les débats :

Ces sont les citoyens qui font l'émission. Parce que lorsque vous êtes assis chez vous, vous êtes téléspectateur, vous vivez une situation et vous voyez qu'un citoyen comme vous, dans votre situation, qui interpelle une autorité, vous êtes obligés d'abord de suivre l'émission. Donc ça enrichit le programme. La deuxième chose, vous en tant que média, en même temps que vous résolvez les problèmes des gens vous gagnez en audience et en crédibilité. L'audience fait gagner en crédibilité. Ce qui n'est pas le cas du discours journalistique classique qui est plus en plus vomi aujourd'hui parce qu'avec les réseaux socio-numériques nous sommes en compétition permanente. (L'un des journalistes – animateurs de l'émission, décembre 2020).

6. Les répercussions sur la conception et les pratiques du journalisme

Au-delà de leurs répercussions structurantes sur la gouvernance vertueuse, ces débats interactifs de redevabilité ont également eu des effets sur la conception et les pratiques du journalisme. Pour l'essentiel, ces retombées sont relatives au format et au rôle du journalisme de redevabilité, d'une part, et, d'autre part, aux perspectives relatives à la pratique du journalisme au Burkina Faso.

- Du format et du rôle du journalisme de redevabilité

En termes de format, la capitalisation de la conduite de l'émission *Chrono Citoyen* a eu des répercussions en termes de technique de préparation de l'émission et en termes d'appréhension du mode d'organisation du travail avec des Organisations de la Société Civile (OSC) dans la préparation des émissions citoyenne. L'expérience a renforcé les acquis professionnels du journaliste animateur de l'émission.

Au plan éthique, l'on et déontologique, l'animateur de *Chrono Citoyen* affirme être resté dans les proportions et n'avoir pas eu de reproches. Les thèmes abordés n'ont touché ni ses convictions morales, ni

ses croyances religieuses, encore moins ses valeurs culturelles. Les fondements de son éthique et de sa morale n'ont pas été ébranlés.

Au-delà de la lourdeur de la logistique à déployer dans le cadre de l'émission (Usage du téléphone, des SMS, etc.), la gestion des risques de l'instantanéité a été un challenge permanent à relever :

dans les émissions d'expression directe, il y a des déviations qu'on ne peut apprendre ou découvrir qu'en direct, mais c'est aussi bien, parce que lorsqu'on parle de redevabilité c'est aussi le moment de la passion .

En termes de format, il s'agit d'un genre hybride, à cheval entre le journalisme classique et le journalisme citoyen :

C'est une émission citoyenne qui interroge des citoyens, qui fait appel à de la problématique citoyenne de redevabilité. C'est un devoir du citoyen de savoir, c'est un devoir également du missionné (Ministre, élu local) de venir rendre compte à son citoyen. C'est un devoir citoyen de faciliter l'écoute de l'émission, de faciliter la parole entre citoyen.

La conduite de l'émission *Dialogue citoyen* a permis une évolution de la perception du rôle du journaliste animateur dans ce type de débat. Dans le format de cette émission, l'animateur ne pose aucune question. De même, l'émission en elle-même ne répond à aucun genre rédactionnel. Pour l'animateur,

c'est tout sauf du journalisme d'accompagnement. C'est du journalisme tout court. Il y a un peu de journalisme citoyen. Nous retrouvons tout à l'intérieur : l'interview, l'entretien, l'enquête, etc. C'est du journalisme pur et dur sauf que ce journalisme est porté par des citoyens

Et l'animateur de préciser,

nous avons voulu que le citoyen soit le journaliste d'un soir. Le journaliste est un modérateur, il est le maître de cérémonie, il s'occupe de l'attelage entre le paneliste, l'appel téléphonique et l'invité. Le principe de l'émission c'est que le paneliste prend la place du journaliste et pose des questions. C'est cela qui a fait le succès de cette émission parce que ça sort de l'ordinaire.

Au plan éthique, l'on retiendra au titre des enseignements liés à l'animation du débat, la gestion des dérapages des citoyens journalistes

dans la conduite de l'émission. Selon l'un des journalistes en charge de l'émission,

même si en général, il est impossible de s'écarter des règles et de l'éthique, nous sommes dans la fabrication de l'information et l'information a ses règles. À ce titre, il ne faut pas leur en ternir rigueur dans la mesure où ils ne sont pas censés maîtriser les règles. Il faut se montrer tolérants vis-à-vis des dérapages, souvent mal perçus par les journalistes professionnels ».

En outre, à *Chrono Citoyen* le journaliste – animateur interviewé affirme pratiquer un journalisme de refus du scandale. Il indique se démarquer du journalisme à sensation et ne pas s'inscrire dans la tendance de la presse *people*:

Quand il y a scandale, il y en a ? Quand il n'y en n'a pas, il n'y en n'a pas. L'essentiel c'est que la personnalité invitée puisse s'exprimer, dire des choses qui soient exactes. Quand ce n'est pas exacte, qu'elle accepte que vous puissiez sur le plateau la contredire et quand ça vous échappe, que l'expert ou le citoyen au bout du fil puisse vous contredire mais sans forcément faire scandale. C'est d'ailleurs cette volonté de vouloir trouver le scandale coute que coute pour penser faire une bonne émission qui fait fuir les personnalités des plateaux .

- Les perspectives relatives à la pratique du journalisme au Burkina Faso

Au chapitre des perspectives, il faut retenir celle relative à la vérification et au *fact checking* et celle liée au défi de la post-diffusion de l'émission.

En ce qui concerne la première perspective, celle relative au recoupement de l'information durant le débat, l'animateur recommande la mise en place d'un mécanisme à l'interne de gestion des numéros des personnes ressources invitées et des engagements formels pris en direct. Cela aurait l'avantage de permettre de confirmer ou d'infirmer ultérieurement le règlement du dysfonctionnement ou la mise en œuvre des promesses faites par l'autorité au cours de l'émission.

Dans le même ordre d'idées, un dispositif de suivi des conclusions et des engagements pris au cours de l'émission doit être mis en place :

Non seulement, il n'y a pas de relais derrière mais nous n'allons pas au bout. J'avais conçu cette émission pour aller plus loin. Ça a quand même

un goût d'inachevé. L'idée pour nous était d'aller sur le terrain après l'émission, sur la base des déclarations du ministre, de faire des petits dossiers en 13 mn que nous allons réaliser avec les avis de spécialistes sur la qualité des réalisations. Ça sera un complément à l'émission. Malheureusement on n'arrive pas à le faire. Ça, ce sont des limites de l'émission.

En outre,

il est évident que sur le long terme s'il n'y a pas de passerelle, avec les Organisations de la société civile par exemple, on pourrait prendre le relais pour assurer le suivi. C'est comme si on disait qu'il fallait assurer le suivi de tous les programmes de la Radiodiffusion télévision du Burkina. C'est un aspect qui nous échappe. Nous sommes dans l'urgence des médias, l'instantanéité. (L'un des journalistes – animateurs de l'émission, décembre 2020).

La télévision publique burkinabè doit également se réinventer en vue de reconquérir son audience et de contenir la concurrence des réseaux socio-numériques :

Si c'est une émission qui devait reprendre il faudrait ajouter le volet suivi après diffusion de l'émission pour être complet. On est obligé de faire bouger les lignes, de ne pas rester dogmatique dans notre conception du journalisme, surtout en matière de journalisme audiovisuel où nous ne faisons pas assez d'enquêtes. Il nous faut trouver des astuces pour améliorer nos contenus, nos attitudes pour ne pas être dépassés par les événements. Parce que tout le monde produit du contenu aujourd'hui et ce qu'on reprochait aux médias sociaux, j'ai l'impression qu'avec les discours sur le fact-checking aujourd'hui, ils sont en train de faire et bientôt ils auront des informations aussi crédibles que ce que nous proposons. (L'un des journalistes – animateurs de l'émission, décembre 2020).

Un ancrage plus formalisé de ce type de pratiques « journalistiques » est de nature à ouvrir la voie d'une collaboration ou d'un partenariat fécond entre journalisme classique et journalisme citoyen (ou civique) dans le contexte burkinabè : « au nom de la démocratie [et du développement], il faut changer les choses, d'où le nom, revendiqué, de journalisme « civique » [qui] doit d'abord aider le public à retrouver le sentiment qu'il peut faire quelque chose pour changer la situation et, au fond, stimuler la démocratie » (J.-F. Tétu, 2008, p. 78).

Conclusion

En définitive, notre hypothèse de travail est confirmée. La contribution de la plateforme *présimètre* à l'élargissement des espaces de débats de redevabilité est indéniable. *Dialogue Citoyen* et *Chrono Citoyen* constituent une alternative crédible au manque de débat dans les médias classiques burkinabè à condition de les institutionnaliser. Ces deux émissions de débat ont contribué, selon les porteurs de la plateforme, à l'amélioration de la compréhension citoyenne des dysfonctionnements à corriger sur le terrain de la démocratie et du développement. Au plan journalistique, le dispositif sociotechnique a renforcé les acquis professionnels des Journalistes-Animateurs de l'émission : collaboration avec des citoyens journalistes d'un soir, gestion en direct des dérapages éthiques en direct, expérimentation du *fact-checking* au cours de l'émission, etc. De même, ce dispositif est un cadre de consolidation de la visibilité des partenaires de la plateforme : une communication d'accompagnement a été déployée au profit de 15 partenaires à travers une mise en exergue de leurs actions de terrain.

En dépit de ses limites, l'initiative doit être reconduite dans le cadre du raffermissement de la démocratie burkinabè en construction et confrontée à de multiples défis : un affaiblissement de la société civile et de l'opposition (Des leaders de la société civile se sont lancés en politique et l'ancien chef de file de l'opposition a rejoint la majorité présidentielle à l'issue de l'élection présidentielle du 22 décembre 2020), une persistance des inégalités (Accès aux services sociaux de base, au logement, etc.), des crises sanitaire et sécuritaire (La pandémie de la COVID-19 ; la persistance de la menace terroriste, une réforme de l'armée à achever, un système scolaire mis à rude épreuve par les attaques armées, etc. et une réconciliation nationale à réaliser.

Références bibliographiques

Aubert A., 2011 : « Le participatif perçu par les professionnels du journalisme : état des lieux », *Les Cahiers du journalisme*, N°22/23, Paris, pp. 42-55

- Balima S. T., 2012 : *Médias et démocratie au Burkina Faso*, Dakar, CODESRIA.
- Balima S. T., in Bationo F. 2014 : *Nouveaux médias et démocratie au Burkina Faso : opportunités et paradoxes*, Ouagadougou, Les Editions Le Gerstic.
- Barbe L., 2006 : « Wikipedia et Agoravox : des nouveaux modèles éditoriaux ? », *Document numérique et société*, N° de septembre 2006, France, pp. 50-65.
- Batenga M. W. (dir.), 2015: *Burkina Faso: 30 et 31 octobre 2014: Au cœur de l'insurrection populaire*, Ouagadougou, PUO.
- Bregman D., 1989 : « La fonction d'agenda : une problématique en devenir », *C.N.R.S. Editions*, n° 4, Paris, pp. 191-202.
- Broudoux E., 2014 : « Champs éditoriaux du Web : dispositifs participatifs et systèmes de pertinence », *HAL archives-ouvertes.fr*, sic_01238540, Toulon, pp. 111 - 128.
- Csc, 2008 : *Rapport public 2007*, Ouagadougou, Csc, 111 p.
- Csc, 2011 : *Rapport public 2010*, Ouagadougou, Ipf, 206 p.
- Csc, 2013 : *Rapport public 2012*, Ouagadougou, Csc, 196 p.
- Degand A., Grevisse B., 2012 : *Journalisme en ligne. Pratiques et recherches*, Bruxelles, De Boeck.
- Flichy P., 2010 : « La démocratie 2.0 », *S.E.R. Études*, n° 4125, Paris, pp. 617- 626
- Khilnani S., 2001 : « La société civile », une résurgence », *Presses de Sciences Po*, N°10, Lille, pp. 38-50
- Lascoumes P. et Le Galès P., 2018 : *Sociologie de l'action publique*, Clamecy, Armand Colin.
- Rebillard F. et Smyrnaio N., 2019 : « Quelle « plateformeisation » de l'information ? Collusion socioéconomique et dilution éditoriale entre les entreprises médiatiques et les infomédiaires de l'Internet », *tic&société*, Vol. 13, N° 1-2, Paris, pp. 246-293.
- Sebbah B., Sire G., Smyrnaio N., 2020 : « Journalisme et plateformes : de la symbiose à la dépendance », *Sur le journalisme*, About

journalism, Sobre jornalismo, Vol 9, n°1-2020, Bruxelles, pp.
6-11

Tetu J.-F., 2008 : « Du « *public journalism* » au « journalisme citoyen »,
Questions de communication, N°13, Lorraine, pp. 71-88.